

**Compte-rendu de la réunion du Comité Local d'Information et de Concertation de l'établissement NOBEL-SPORT de
PONT de BUIS les QUIMERC'H qui s'est tenue à la Maison pour Tous de Pont de Buis les Quimerc'h
le mardi 10 octobre 2006 à 9 heures 00**

Participaient à cette réunion placée sous la présidence de **M. Fabrice LEGGERI**, Sous-préfet de Châteaulin:

- **M. Jean-Claude MORVAN**, Adjoint au maire représentant M. le Maire de Pont de Buis
- **M. Jean-Yves GOASGUEN**, Président de la Communauté de Communes de l'Aulne Maritime
- **M. Sébastien MIERMONT**, Directeur de l'établissement Nobel Sport de Pont de Buis
- **M. Jean-Pierre GUIAVARC'H**, responsable sécurité Nobel Sport
- **M. Etienne PEQUERIAU**, Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement – Chef de la subdivision 29/56 en charge des établissements à risques
- **M. Thierry HERBAUX**, Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement - Inspecteur des Installations Classées – Division Environnement Industriel, Cellule Risques
- **M. Laurent CALBOURDIN**, Chef du bureau de la planification de secours et de défense au Service Interministériel de Défense et de Protection Civile à la Préfecture du Finistère
- **Commandant Eric GUERRAND**, du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère
- **Lieutenant Bernard TADIER**, Commandant en second de la Compagnie de Gendarmerie de Châteaulin
- **Maréchal des Logis Chef Marc CARADEC**, Commandant de la brigade de gendarmerie du Faou
- **Mme Sandrine PAQUELET**, Inspectrice du travail à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
- **M. Thierry GUEZENNEC**, de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Brest
- **M. Yves CLABON**, Inspecteur de l'Education Nationale
- **M. Philippe GASTOUD**, Président de Breizelelec, représentant la Chambre de Commerce et d'Industrie de Brest
- **M. Michel QUEFFELEC**, riverain
- **Mme Lucienne BEURRIER**, riveraine
- **M. Richard GUERRAUD**, membre du CHSCT de Nobel Sport
- **M. Gilles ANTONIAZZI**, secrétaire du CHSCT de Nobel Sport
- **Mme Nadine LE GRAËT**, Secrétaire Générale de la mairie de Pont de Buis
- **Melle Isabelle GUICHARD**, Secrétaire Générale de la Sous-préfecture de Châteaulin
- **Mme Marie-José FONTAINE**, de la Sous-préfecture de Châteaulin

Absents excusés:

- M. le Président du Conseil Général
- Mme la Directrice Départementale de l'Equipe

~~~~~

Après accueil des participants à la réunion, M. le Sous-préfet rappelle aux membres du CLIC qu'il s'agit de la 1<sup>ère</sup> réunion de cette instance sous la forme instaurée par les dispositions du décret du 1<sup>er</sup> février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation issus de la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.

Cette instance a comme l'indique son appellation une vocation d'information et de concertation des différents acteurs concernés par l'exploitation du site mais aussi des personnes situées à proximité des sites SEVESO SEUIL HAUT, d'où la présence de l'industriel, des riverains du site mais aussi de représentants du personnel de la société Nobel Sport et des élus. Après un tour de table qui permet aux uns et aux autres de mieux se situer, il prend acte de la composition légitime du CLIC et de son installation officielle.

## **I – INSTALLATION DU COMITE LOCAL D'INFORMATION ET DE CONCERTATION**

M. le Sous-préfet rappelle que conformément aux dispositions du décret susvisé, M. le Préfet du Finistère a, le 30 décembre 2005, pris un arrêté portant constitution du CLIC Nobel Sport.

Aux termes de l'article 2 de cet arrêté, ce comité est présidé par un des membres du CLIC nommé par le Préfet sur proposition du comité, ou à défaut par le Préfet ou son représentant.

M. le Sous-préfet précise qu'il transmettra donc à M. le Préfet les candidatures déclarées à la présidence du CLIC, candidatures qui pourront si elles se manifestent après le CLIC lui être transmises par écrit.

La nomination à la présidence prendra effet dès lors que M. le Préfet aura pris sa décision. Celle-ci sera transmise à l'ensemble des membres du CLIC.

### Appel à candidatures

Après un tour de table, aucune candidature spontanée ne se présente, reste donc à attendre les éventuelles candidatures reçues par écrit.

## **II – PRESENTATION GENERALE DE NOBEL SPORT PAR L'EXPLOITANT (cf. annexe 1)**

M. MIERMONT, Directeur de l'établissement Nobel Sport de Pont de Buis indique que Nobel Sport France fait partie depuis 2000 du Groupe Sofisport comme Nobel Sport Italie ou Nobel Sport Espagne. Le tronc commun de ces trois entités est l'activité poudres de chasse et poudres de tir.

M. MIERMONT présente ensuite un historique de l'existence de l'établissement de Pont de Buis qui date de 1688 avec la création d'une manufacture de poudres, avec production de poudres noires à l'époque, remplacées depuis un siècle par les poudres sans fumées à base de nitrocellulose, en soulignant que ce type de poudre à base de nitrocellulose est à l'heure actuelle toujours fabriqué sur site.

Il déclare que le site de Pont de Buis fabrique aujourd'hui toute la poudre utilisée ou commercialisée dans le groupe Sofisport.

M. MIERMONT rappelle le tournant important pris par la poudrerie de Pont de Buis en 1984 avec le démarrage de l'activité prétensionneurs de ceinture de sécurité qui a, en 1992, mené à la création de la Société Livbag, et la filialisation de l'établissement en 1996 avec rattachement au groupe Nobel Sport. Depuis cette date Nobel Sport ne produit plus de poudre à usage militaire.

Les quatre secteurs d'activités de Nobel sport sont:

- ☐ Le secteur poudre
- ☐ Le secteur maintien de l'ordre
- ☐ Le secteur matériaux
- ☐ Le secteur contre-mesures

Sur le site de Pont de Buis, 1400 tonnes de poudre de chasse sont produites par an et 15 tonnes de poudres de tir par an. Le secteur poudre constitue à lui seul 66% du chiffre d'affaires 2005 qui s'élève à 23,4 Millions d'euros.

L'activité "maintien de l'ordre" constitue le 2<sup>ème</sup> point fort de Nobel Sport.

M. MIERMONT annonce par ailleurs que l'activité "contre-mesures" devrait cesser sous 2 à 3 ans.

M. MIERMONT explique qu'en terme de chiffres, le site de Nobel Sport peut également se traduire de la manière suivante:

- 100 hectares de superficie
- 20 kilomètres de routes intérieures
- 4 kilomètres de grillage de clôture

Il termine sa présentation en précisant que l'effectif du site de Pont de Buis est actuellement de 108 personnes.

## **III – CADRE REGLEMENTAIRE APPLICABLE A L'ETABLISSEMENT (cf annexe 2)**

M. PEQUEREAU de la DRIRE de QUIMPER présente le cadre réglementaire auquel Nobel Sport est soumis.

- La réglementation "INSTALLATIONS CLASSEES" pour la protection de l'environnement (ICPE) transcrite par la loi du 19 juillet 1976 et du décret du 21 septembre 1977 applicable notamment aux établissements industriels
- La réglementation des établissements à risques dite SEVESO qui existe depuis 1982, revue et élargie en 1996 qui impose notamment aux industriels de fournir des études de danger régulièrement mises à jour. Cette réglementation, qualifiée de "DIRECTIVE SEVESO II" a été de nouveau amendée le 16 décembre 2003 afin de modifier les seuils de classement de certains établissements à risque.

M. PEQUERIAU rappelle que les principales obligations de la réglementation SEVESO II sont:

- ❑ La mise en place d'une politique de prévention des accidents majeurs
- ❑ L'élaboration d'un Système de Gestion de la Sécurité (SGS) pour les établissements classés Autorisation avec Servitudes – Seuil Haut (AS/SH)
- ❑ L'élaboration des mesures de maîtrise de l'urbanisme et des plans de secours

A ce titre l'étude de danger demandée doit permettre de:

- ❑ Caractériser les risques et leurs conséquences éventuelles en cas d'accident pour justifier les mesures permettant de réduire les risques à la source et améliorer la sécurité pour les populations et l'environnement (maîtrise de l'urbanisation à l'intérieur des zones d'effets).

M. PEQUERIAU indique que dans le domaine de la prévention des risques, des évolutions importantes sont intervenues avec la Loi du 30 juillet 2003 dite "Loi risques" qui impose la mise en place des instances de concertation que sont les CLIC, mais aussi dans son article 81 que des Plans de Préventions des Risques Technologiques (PPRT) devront être élaborés et approuvés pour tous les sites classés SEVESO II seuil haut. La finalité du PPRT est de prévoir une maîtrise de l'urbanisation agissant à la fois sur le futur et l'existant. D'une façon générale, au plan national, le PPRT a été conçu comme un dispositif permettant notamment de résorber les problèmes d'urbanisme existant à proximité d'établissements à risques. Dans certains cas, ce dispositif peut s'appuyer sur un ensemble de mesures telles que les procédures d'expropriation ou de délaissement.

Il rappelle que l'élaboration d'un PPRT doit obligatoirement faire l'objet d'une concertation notamment au sein d'instances telles que les CLIC.

- ❑ Contribuer à l'information du public et du personnel
- ❑ Fournir les éléments nécessaires à la préparation des Plans d'Urgence (Plan d'Opération Interne P.O.I et Plan Particulier d'Intervention P.P.I). Il rappelle que le POI organise les secours dans la limite de la propriété industrielle. Le PPI qui est placé sous la responsabilité du Préfet intervient si l'organisation des secours va au-delà de la limite de propriété.

M. PEQUERIAU signale également que dans le cadre des dispositions spécifiques aux matières pyrotechniques cinq zones de danger sont prises en compte dans l'étude de danger.

Pour Nobel Sport, les rubriques à l'origine du classement AS/SH de l'établissement (et donc des principaux risques) sont les rubriques 1310 (fabrication de poudres, explosifs et autres produits explosifs) et 1311 (stockage de poudres, explosifs et autres produits explosifs) de la nomenclature des installations classées. Le seuil défini pour ce classement Autorisation avec Servitudes – Seuil Haut (AS/SH) est fixé pour ces rubriques à 10 tonnes.

Les effets redoutés selon les produits sont la prise de feu violente et quasi instantanée du fait de produits très hautement inflammables et les effets toxiques en raison de la production de lacrymogènes.

*A ce stade de l'exposé M. ANTONIAZZI, représentant du personnel demande que le risque soit bien qualifié de combustion vive et non pas d'explosion pour ne pas induire en erreur les secours en cas d'alerte. La finalité de la poudre est comme le rappelle M. MIERMONT de brûler et non d'exploser.*

#### **IV – SITUATION DE L'ETABLISSEMENT PAR RAPPORT AUX TEXTES ET EVOLUTION SUITE A LA TIERCE EXPERTISE**

M. PEQUERIAU déclare que Nobel Sport fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter actualisé le 25 juillet 2003. L'industriel a fourni au Préfet la dernière version actualisée d'une étude de danger en août 2005.

La DRIRE souhaitant avoir pour tous les sites SEVESO AS/SH une autre analyse que la sienne, une tierce expertise a été demandée à l'exploitant. Celle-ci a été rendue en février 2006.

A l'heure actuelle un PPI a été établi sur deux scénarios d'accidents volontairement pénalisants par rapport à la situation: les risques explosion et toxique. Les zones de dangers retenues sont 910 m pour la zone explosion et 800 m pour la zone toxique.

Les zones peuvent évoluer à court terme en fonction des résultats de la tierce expertise, M. PEQUERIAU estime toutefois que l'évolution ne devrait pas être majeure par rapport à l'existant.

En 2006 l'entreprise a fait l'objet de quatre contrôles dont une visite inopinée qui a eu lieu le soir entre 21H00 et 2H00 du matin. Cette visite s'est bien déroulée, elle a néanmoins montré des nécessités d'amélioration notamment au niveau des

moyens d'alerte interne, amélioration que l'exploitant a d'ores et déjà prise en compte. Les autres visites effectuées sur site ont eu lieu dans le cadre des enquêtes consécutives à l'accident qui s'est produit le 28 juillet 2006.

Du point de vue de la loi "risques" du 30 juillet 2003 comme l'a précédemment indiqué M. PEQUERIAU une nouvelle approche de la maîtrise de l'urbanisation se fera au travers du PPRT qui devra être mis en place sur la commune du fait du classement AS de l'établissement. Il indique qu'aujourd'hui aucun PPRT basé sur le risque technologique n'existe dans le Finistère. Actuellement les services concernés ont lancé la procédure en demandant aux exploitants la remise de compléments d'étude. En ce qui concerne l'activité pyrotechnique et donc le site de Pont de Buis, cette demande de complément nécessite la sortie préalable de textes nationaux non encore intervenue.

## **V – LE PLAN PARTICULIER D'INTERVENTION ET LES MOYENS DE SECOURS ( cf. annexes 3 et 4)**

### **1 – le Plan Particulier d'Intervention (P.P.I)**

M. CALBOURDIN du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles présente tout d'abord le contexte juridique qui prévoit l'élaboration d'un P.P.I notamment pour les installations classées "seuil haut" visées par la Directive SEVESO faisant l'objet d'une classification "Autorisations Classées", ce qui est le cas de l'établissement Nobel Sport de Pont de Buis. Le dispositif juridique actuellement en vigueur repose sur les textes suivants:

- ☐ La loi N°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile
- ☐ Le décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 relatif aux plans particuliers d'intervention
- ☐ Les arrêtés ministériels des 5 janvier et 10 mars 2006 pris pour l'application du décret.

Il précise que ces textes sont entrés en vigueur après l'approbation de la version actuelle du PPI NOBEL SPORT, approuvé le 7 décembre 2004. Mais en fait, les textes nouveaux ne présentent pas de modifications fondamentales pour les PPI applicables aux sites SEVESO seuil haut, comme NOBEL SPORT. Les modifications affectent plutôt d'autres types de PPI comme ceux susceptibles d'être institués autour des sites SEVESO seuil bas, auxquels elles étendent la totalité des procédures de consultation préalable qui jusqu'à présent concernaient surtout les autres PPI (mise à disposition du public, principalement).

M. CALBOURDIN rappelle qu'avant son approbation ce PPI a fait l'objet de consultation du conseil municipal de Pont de Buis, de l'exploitant et a été mis à disposition du public pendant un mois. Il est depuis son approbation consultable sans limitation de durée en mairie de Pont de Buis, en Sous-préfecture de Châteaulin et à la Préfecture.

M. CALBOURDIN souligne que le PPI a pris en compte deux scénarios d'accidents majeurs comme l'a indiqué M. PEQUERIAU ce qui n'exclut bien entendu pas d'autres scénarios plus mineurs dans la mesure où les zones d'effets de 910 et 800 mètres retenues correspondent aux situations les plus pénalisantes.

Le PPI doit réglementairement faire l'objet d'un réexamen au minimum tous les trois ans, donc courant 2007. L'étude de danger et la tierce expertise auxquelles M. PEQUERIAU a fait précédemment référence serviront de base aux zones de danger à déterminer.

Chaque P.P.I, qui, comme le note M. CALBOURDIN ne peut être déclenché que sur décision du Préfet, est établi selon un schéma type qui reprend:

- ☐ La présentation de l'établissement
- ☐ Les scénarios de référence
- ☐ Les zones d'intervention
- ☐ Le schéma d'alerte
- ☐ L'organisation du commandement et des secours

Il est également doté de fiches réflexes, qui retranscrivent de façon synthétique le domaine de compétence des différents services ou opérateurs intervenant dans la mise en œuvre du plan et qui permettent une bonne connaissance réciproque du champ d'action de ces différents services et opérateurs, et d'annexes composées notamment d'éléments cartographiques, de données démographiques et techniques.

Dans le cadre d'un P.P.I, l'information des populations se fait d'abord à titre préventif par le biais de la distribution de brochures au public dans les zones de danger concernées. Ces brochures (cf. annexe 4) présentent le site, ses principales activités, font état des scénarii d'accidents majeurs pris en compte, mais surtout donnent aux personnes résidant dans les

zones concernées des conseils sur la conduite à tenir en cas de déclenchement de l'alerte. Elles ont été diffusées en octobre 2005. La fréquence de diffusion des brochures prévue par la loi est de 5 ans.

Le déclenchement d'alerte est signalé par une sirène installée sur le site de Nobel Sport depuis l'automne 2005. Des essais de sirène ont lieu les premiers mercredis de chaque mois.

M. CALBOURDIN rappelle que le premier réflexe à avoir en cas de déclenchement de l'alerte est de se confiner puis d'écouter par le biais de la station de radio France Bleu Breiz Izel les messages relatifs aux consignes qui sont diffusés par les autorités à la suite de l'alerte initiale donnée par la sirène.

Des exercices d'application du PPI doivent avoir lieu au moins une fois tous les trois ans, ils ont pour objet de tester tout ou partie des dispositions du plan. Un exercice est envisagé par le SIDPC courant 2007 dans le cadre de la révision du PPI.

### **Réactions à l'exposé de M. CALBOURDIN**

*M. QUEFFELEC, riverain, souhaite connaître la puissance de la sirène d'alerte de Nobel Sport en précisant qu'elle est inaudible dans certains quartiers.*

M. MIERMONT lui indique que la sirène est située en fonction des zones à risque donc plutôt en haut du Squiriou. Elle est donc plus difficilement audible de la Grand'rue où réside M. QUEFFELEC. Elle répond néanmoins tout à fait aux règles applicables en la matière.

M. le Sous-préfet précise à M. QUEFFELEC que, de façon plus générale, les modalités de l'alerte des populations reposent sur les principes et modalités prévues par le Réseau National d'Alerte (RNA) et qu'une réflexion nationale est actuellement menée sur le RNA qui est peut-être une procédure un peu ancienne. Il ajoute que comme l'a signalé M. CALBOURDIN dans son exposé le meilleur réflexe en cas de doute est d'écouter la radio et donc de prévoir d'avoir chez soi des piles pour alimenter ce type d'appareil.

Le Commandant GUERRAND explique que le SDIS est équipé de véhicules dotés de mégaphones avec messages pré-enregistrés et que l'alerte et l'information des populations sont donc également relayées de cette manière, en complément de l'information par la sirène.

### **2 - Les Moyens de secours**

Le Commandant GUERRAND du service opération du SDIS 29 présente sur support informatique le Plan d'Etablissement Répertoire (Plan ER) qui a été établi par le SDIS. Au travers de tels plans sont répertoriés la plupart des principaux sites sensibles en termes de sécurité civile et les Etablissements Recevant du Public - ERP- de l'ensemble du département.

Ce Plan ER détaille notamment par établissement, comme c'est le cas pour Nobel Sport l'organisation des secours (groupes constitués), les moyens à mettre en œuvre et les plans de secours validés. Il répertorie également la cartographie du site, de la commune, et englobe le document POI qui a été fourni par l'exploitant et le document PPI approuvé par le Préfet.

Le Commandant GUERRAND déclare que le support informatique présenté en CLIC existe sur support papier et est mis à disposition des équipes de secours dans tous les véhicules d'intervention notamment pour les exercices.

Pour Pont de Buis, le groupe constitué correspond à des moyens de secours qui viennent de plusieurs casernes Châteaulin, Pleyben mais aussi de Brest. Le temps de couverture d'un groupe complet, dans la mesure du possible, se donne pour objectif de ne pas excéder 20 minutes.

## **VI – QUESTIONS D'ACTUALITES ET QUESTIONS DIVERSES**

### **1- l'accident du 28 juillet 2006**

Après rappel de circonstances de l'accident du 28 juillet 2006 par M. MIERMONT, Mme PAQUELET, de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle annonce qu'une enquête conjointe de son service et de DRIRE est actuellement en cours.

M. MIERMONT rappelle qu'on ne peut conclure que cet accident a un impact sur l'environnement, ce à quoi M. le Sous-préfet ajoute que, de fait, à aucun moment il n'a été question d'envisager, pour un événement de cette nature circonscrit comme il l'était, le déclenchement du PPI.

M. PEQUEREAU précise que cet accident ne constitue pas un accident majeur au sens de la réglementation sur les ICPE.

## 2- Questions diverses

*M. GOASGUEN, Président de la Communauté de Communes de l'Aulne Maritime, Maire de Saint-Ségal, fait observer qu'il a constaté des feux intenses sur le plateau du site de Nobel Sport et s'étonne que l'on puisse brûler des matériaux dans un lieu où toute flamme est à proscrire. De plus, certains feux plus conséquents que d'autres inquiètent la population de sa commune.*

M. MIERMONT lui indique que la réglementation permet de détruire sur site des déchets de poudre car s'il est vrai que c'est une matière dangereuse, il s'avère aussi qu'elle est mieux connue par celui qui la produit que par toute autre personne.

M. PEQUEREAU confirme que la réglementation pyrotechnique autorise le brûlage par l'exploitant sur site notamment pour éviter le transport des poudres ce qui ne ferait qu'aggraver les risques, et qu'à ce titre l'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit ce cas de figure.

M. le Sous-préfet suggère à l'exploitant d'informer préalablement la commune de Saint-Ségal d'où les habitants ont une vue directe sur le site, voire même la commune de Pont de Buis, des dates retenues pour ce type de feux surtout s'ils ont lieu à la nuit tombante ce qui peut être plus angoissant pour la population.

M. MIERMONT indique qu'il va mener une réflexion sur ce sujet.

*M. QUEFFELEC, riverain relaie l'inquiétude des riverains de certains quartiers sur la toxicité des produits brûlés en rappelant qu'une pétition des riverains du quartier du Pont Neuf avait circulé sur le sujet en 1989.*

M. GUIAVARCH précise que cette pétition avait trait aux fumées émises par l'ancienne chaudière à fuel qui a depuis été remplacée par une chaudière à gaz.

M. MIERMONT fait savoir qu'aucune mesure de toxicité n'a été réalisée mais que les produits sont à base de cellulose donc non toxiques par définition.

Selon M. PEQUEREAU, à ce jour l'étude de danger n'a pas mis en évidence de scénario d'accident lié à une éventuelle toxicité de cette activité.

M. MIERMONT précise également que les résidus de lacrymogènes ne sont pas brûlés sur le site de Pont de Buis. Si des essais de lacrymogènes sont réalisés, le sens du vent est pris en compte. De plus, les essais de quantités importantes de lacrymogènes se déroulent sur le site de l'école de gendarmerie de Châteaulin.

M. MIERMONT émet le souhait que toute gêne lui soit signalée pour lui permettre d'y remédier aussitôt ou d'entamer une réflexion sur le problème soulevé.

~~~~~

M. le Sous-préfet indique aux membres du CLIC qu'ils seront destinataires d'un compte-rendu de la réunion et leur rappelle en guise de conclusion que les candidatures à la présidence de cette instance peuvent encore lui être adressées par écrit.

Après avoir remercié les participants, la séance est levée à 11 heures 00.

LE SOUS-PREFET,


Fabrice LÉGER